

Unité départementale de l'Aisne
Équipe 4
25 rue Albert THOMAS
02100 SAINT-QUENTIN

Lille, le 16 avril 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

KUEHNE+NAGEL

Parc d'activité du nid de grives
ZAC des Hauts Ferrières
77164 Ferrières-en-Brie

Références : K+N24-067_Rinsp
Code AIOT : 0005104189

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2023 dans l'établissement KUEHNE+NAGEL implanté ZAC des Etomelles 02200 Villeneuve-Saint-Germain. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KUEHNE+NAGEL
- ZAC des Etomelles 02200 Villeneuve-Saint-Germain
- Code AIOT : 0005104189
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'entrepôt exploité par la société KUEHNE & NAGEL a été édifié en 2004 sur la zone industrielle de

VILLENEUVE SAINT GERMAIN.

D'un volume global de 353568 m³, cet entrepôt est divisé en 9 cellules.

L'exploitation de cet entrepôt est autorisée par arrêté préfectoral du 5 octobre 2011, modifié en dernier lieu le 21 septembre 2020.

Ce site relève du régime SEVESO Seuil Haut au titre des rubriques n°4510 (stockage de produits dangereux pour l'environnement aquatique) et 4320 (aérosols extrêmement inflammables) de la nomenclature des installations classées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risques chroniques (eaux pluviales et souterraines) + Trackdéchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 20/01/2018, article 10.2.3	Délai de 3 mois à compter de la réception du présent rapport (+ Demande n°02 – Délai 3 mois)
6	Transmission résultats autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 20/01/2018, article 10.3.4	Délai de 7 jours à compter de la réception du présent rapport.

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réseaux de collecte	Arrêté Préfectoral du 20/01/2018, article 4.2.1	Demande n°01 – Délai 30 jours
2	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 20/01/2018, article 4.2.3.2	Sans objet
3	Milieu et point de rejet	Arrêté Préfectoral du 20/01/2018, article 4.2.4	Sans objet
4	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 20/01/2018, article 4.3.4	Sans objet
7	TRACKDECHETS	Code de l'environnement du 27/10/2021, article R.541-45	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose du plan des réseaux d'eau du site (alimentation en eau potable, eaux usées, eaux pluviales de toiture et eaux pluviales de voirie), ce dernier doit toutefois être mis à jour concernant la collecte des eaux pluviales de toiture de la cellule A.

En cas d'incident sur le site, une vanne permet d'isoler le réseau de collecte des eaux pluviales de voirie, eaux susceptibles d'être polluées, du réseau d'assainissement de GrandSoyssons Agglomération. Une seconde vanne permet d'isoler le réseau de collecte des eaux pluviales de toiture de ce même réseau. Ces dispositifs sont facilement identifiables et accessibles. Par ailleurs, l'exploitant dispose des consignes fixant leur entretien et permettant leur mise en fonctionnement.

L'exploitant fait réaliser par un prestataire extérieur les prélèvements et analyses des eaux pluviales rejetées et des eaux souterraines, au moyen pour ces dernières de trois piézomètres implantés sur le site, selon une fréquence conforme aux dispositions fixées à l'arrêté préfectoral du 20/01/2018 et à la convention de rejet établie avec GrandSoyssons Agglomération.

Concernant l'autosurveillance des eaux souterraines, les résultats mettent en évidence la présence

de certains métaux dans des quantités anormales au regard de l'activité du site s'agissant d'une plateforme logistique qui ne rejette aucune eau de process.

L'exploitant ne dispose pas de l'étude hydrogéologique spécifique du site permettant de définir le positionnement des piézomètres, le nombre de prélèvements annuel (qui ne peut être inférieur à 2) ainsi que la nature des substances à rechercher. Cette étude est obligatoire, elle pourrait par ailleurs permettre d'expliquer la présence des métaux évoquée précédemment.

Ce constat est qualifié de fait susceptible de mise en demeure pour lequel l'exploitant devra apporter les éléments de réponse dans le délai fixé.

L'exploitant doit veiller à communiquer les résultats de l'autosurveillance des eaux souterraines à l'inspection des installations classées (saisie sous GIDAF) dès qu'il en dispose, ce qu'il ne fait plus depuis mai 2019. Ce constat est également qualifié de fait susceptible de mise en demeure pour lequel l'exploitant disposera d'un délai de 7 jours à compter de la réception du présent rapport pour se mettre en conformité en saisissant les résultats sous GIDAF.

L'exploitant utilise TRACKDECHETS pour la traçabilité des bordereaux de suivi des déchets dangereux sortants du site conformément aux dispositions de l'article R.541-45 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réseaux de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2018, article 4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux
Prescription contrôlée : Les différents effluents aqueux des entrepôts sont canalisés. L'exploitant tient à jour un plan des circuits d'eaux faisant apparaître les points d'approvisionnement, les réseaux de collecte, les dispositifs d'épuration et les points de rejet en précisant le milieu récepteur. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, des services en charge de la police des eaux ainsi que des services d'incendie et de secours.[...]
Constats : L'exploitant dispose d'un plan intitulé " Plan existant des réseaux" daté du 19/07/2021 sur lequel l'ensemble des réseaux d'eau du site et dispositifs annexes (vannes, séparateurs hydrocarbures, bassin de réserve incendie, bassin étanche, pompe de relevage, regards, milieu récepteur...) apparaissent. L'exploitant signale que ce plan comporte une coquille concernant la collecte des eaux de toiture de la cellule A, la collecte et le regard au droit de la façade Sud-Ouest de cette cellule n'existe pas, l'ensemble des eaux pluviales de cette toiture étant évacuées vers le Nord de la cellule. <u>Demande n°01:</u> L'exploitant corrigera la coquille précitée et transmettra un plan à jour dans un délai de 30 jours à compter de la réception du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2018, article 4.2.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Pollution accidentelle
Prescription contrôlée : Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : Le site est pourvu de deux vannes d'isolement, l'une appelée vanne de barrage qui permet d'isoler le réseau de collecte des eaux pluviales de voiries et une seconde appelée vanne EP Toiture qui permet d'isoler le réseau des eaux pluviales de toiture. Vanne de barrage : La vanne de barrage est actionnable manuellement localement, elle est également actionnable depuis un pupitre de commande présent au poste de garde, elle est enfin asservie au dispositif d'extinction automatique incendie. Pour cette vanne, l'exploitant a mis en place un contrôle mensuel assuré par la maintenance réalisé conformément à la fiche "Test et maintenance préventive - Vanne de barrage", il précise que le bon fonctionnement de cette vanne est également testé en interne lors du test hebdomadaire du sprinklage ainsi que lors du contrôle réglementaire semestrielle du sprinklage effectué par un prestataire extérieur. Sa mise en fonctionnement est définie par la fiche n°036-2 laquelle figure au plan d'opérations internes (POI). Sa mise en place est bien associée aux différents scénarios d'incendie, d'explosion et de pollution accidentelle. Vanne EP Toiture : La vanne EP Toiture est actionnable uniquement localement, elle est manuelle. L'exploitant ne dispose d'aucune consigne d'entretien et de mise en service. Par mail du 21/12/2023, l'exploitant a transmis les consignes de mise en service de cette vanne et la périodicité d'entretien fixée à 1 fois/mois. Il a par ailleurs transmis la feuille d'émargement signée par le personnel de la maintenance qui a suivi la formation relative à la mise en place de cette vanne.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Milieu et point de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2018, article 4.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles
Prescription contrôlée : Le réseau de collecte des eaux pluviales est muni d'un dispositif aménagé afin de permettre la constitution d'échantillons représentatifs. Ce dispositif maintenu propre, est aisément accessible pour les opérations de prélèvement et de mesure.

<p>Les eaux pluviales de toiture des cellules A à H sont collectées et dirigées vers la réserve incendie de 240 m3 située au Nord du site. La surverse rejoint le réseau d'assainissement de la communauté d'agglomération du soissonnais .</p> <p>Les eaux pluviales de toiture [...] de la partie sud est de la cellule G sont dirigées dans un bassin d'infiltration de 900 m3 situé au sud-est du site.</p> <p>Les eaux pluviales de voiries sont dirigées vers un bassin de rétention étanche de 2890 m3 implanté au Nord-est du site, face à la cellule H et transitent par un séparateur d'hydrocarbures avant de rejoindre le réseau d'assainissement de la communauté d'agglomération du Soissonnais.</p> <p>Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet</p>
<p>Constats :</p> <p>Le point de prélèvement des eaux pluviales rejetées s'effectue dans le regard de connexion des eaux pluviales de voirie après passage dans le séparateur hydrocarbures et des eaux pluviales de toiture issues de la surverse du bassin de réserve d'eau incendie.</p> <p>Le regard est facilement accessible, le prélèvement s'effectue au moyen d'une canne de prélèvement.</p> <p>Les eaux pluviales de toiture des cellules A à H (toutes les cellules de l'entrepôt y compris l'intégralité de la cellule G) sont collectées et dirigées vers la réserve incendie de 240 m3 située au Nord du site, la surverse rejoint le réseau d'assainissement de la communauté agglomération du soissonnais.</p> <p>Les eaux pluviales de voirie ne sont pas directement dirigées vers le bassin de rétention étanche de 2890 m3 implanté au Nord-Est du site. Elles sont en effet collectées et acheminées jusqu'au séparateur hydrocarbures puis rejetées dans le réseau d'assainissement de la communauté d'agglomération du Soissonnais, elles ne sont renvoyées dans le bassin étanche que lorsque le réseau monte en charge et ce avant le dispositif de traitement.</p> <p>La modification des prescriptions erronées de cet article sera à intégrer lors de l'élaboration d'un prochain APC.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Eaux pluviales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2018, article 4.3.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles de présenter un risque particulier d'entraînement de pollution par ruissellement sur des aires de stockages, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméables sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un séparateur</p>

d'hydrocarbures correctement dimensionné.

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Rejet dans le réseau d'assainissement de la communauté d'agglomération du soissonnais

- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ;
- l'effluent ne dégage aucune odeur ;
- teneur en matières en suspension inférieure à 50 mg/l, conformément à la norme NFT.90-105 ;
- teneur en hydrocarbures totaux inférieure à 5 mg/l, conformément à la norme NF-EN ISO 9377-2 ;
- demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 90 mg/l, conformément à la norme NFT 90-101 ;
- demande biochimique en oxygène sur effluent non décanté (DBO5) inférieure à 25 mg/l, conformément à la norme NFT 90-103 ;
- absence de produits très toxiques, toxiques et de substances dangereuses pour l'environnement, au cas d'épandage ou d'incident.

Rejets dans le milieu naturel

- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ;
- l'effluent ne dégage aucune odeur ;
- teneur en matières en suspension inférieure à 35 mg/l, conformément à la norme NFT.90-105 ;
- teneur en hydrocarbures totaux inférieure à 10 mg/l, conformément à la norme NF-EN ISO 9377-2 ;
- demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 125 mg/l, conformément à la norme NFT 90-101 ;
- demande biochimique en oxygène sur effluent non décanté (DBO5) inférieure à 30 mg/l, conformément à la norme NFT 90-103 ;
- absence de produits très toxiques, toxiques et de substances dangereuses pour l'environnement, au cas d'épandage ou d'incident.

Constats :

L'exploitant fait réaliser une fois par an conformément aux termes de la convention établie entre l'exploitant et GrandSoissons Agglomération (ex communauté d'agglomération du soissonnais) l'analyse des eaux pluviales du site rejetées dans le réseau public d'assainissement.

Les prélèvements et analyses sont effectués par le prestataire DEKRA dans les bassins principal (240 m3) et secondaire (395 m3).

La dernière campagne s'est déroulée le 18/10/2023, les résultats sont conformes aux valeurs limites en concentration et flux fixés à cet article à l'exception du pH de 9.1 pour le bassin principal. Le rapport met en avant la couleur rouge des effluents sur les deux bassins. Selon les résultats des analyses présentés depuis 2020, le pH des deux bassins est toujours relativement élevé et proche de la valeur limite haute fixée à 8.5, la couleur rouge est également relevée (sauf pour l'année 2021).

Ce sujet fait écho à la présence d'une eau stagnante de couleur orangée partiellement irisée dans une noue en contrebas du talus présent sur la partie Ouest du site pour laquelle une étude a été

<p>réalisée par GINGER en 2021 qui concluait comme suit : "Ainsi, l'hypothèse d'une réaction d'oxydation de fer est privilégiée. Cette réaction est favorisée par le passage des eaux météoriques qui s'infiltrent dans les sols et qui ressortent en contrebas chargées en particules de sol et de fer. Ce dernier s'oxyde au contact de l'oxygène provoquant les colorations orangées. Une réaction bactérienne peut également être envisagée au sein de la noue, favorisant davantage la formation de précipités de fer oxydé."</p> <p>Par ailleurs, l'inspection constate que le rapport DEKRA (comme les rapports précédemment établis) compare les concentrations obtenues aux valeurs limites en concentration fixées à l'AP d'octobre 2011 et non à celles de l'AP de 2018, valeurs en vigueur.</p> <p>L'exploitant informe avoir eu une réunion avec le prestataire afin entre autres de corriger cette coquille liée à la non-communication par l'exploitant des nouvelles valeurs en vigueur.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Surveillance des eaux souterraines

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2018, article 10.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant met en place un réseau de piézomètres permettant de mesurer l'impact du site sur les eaux souterraines en cas d'événement accidentel. Le réseau de surveillance est conçu conformément au guide méthodologique pour la mise en place et l'utilisation d'un réseau de forages permettant d'évaluer la qualité de l'eau souterraine au droit ou à proximité d'un site potentiellement pollué. Il est au minimum constitué de 3 piézomètres, 1 en amont hydraulique et 2 en aval hydraulique, au droit du site.</p> <p>L'implantation des piézomètres, le nombre de prélèvements annuel (qui ne peut être inférieur à 2) ainsi que la nature des substances pertinentes à rechercher sont déterminés à partir d'une étude hydrogéologique spécifique du site compte tenu de l'activité exercée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Trois piézomètres sont implantés sur le site, à priori un en amont hydraulique (PZ01) et deux en aval hydraulique (PZ02 et PZ03).</p> <p>Les piézomètres sont facilement identifiables puisque signalés. Lors de la visite, ils étaient protégés car fermés par un bouchon cadénassé.</p> <p>L'exploitant précise qu'un nouveau piézomètre a été mis en place courant 2019 au niveau du PZ03, celui existant étant bouché selon lui. Ce nouveau piézomètre PZ03 ayant une profondeur inférieure à 10 mètres, une déclaration au titre du code minier auprès du BRGM n'est pas obligatoire. Toutefois, l'attribution d'un code BSS (code national de la Banque du Sous-Sol) doit être sollicitée par l'exploitant auprès du BRGM afin que ce nouvel ouvrage souterrain soit référencé sur Infoterre.</p> <p>L'exploitant devra se positionner sur le devenir de l'ancien piézomètre PZ03.</p>

Il est également rappelé à l'exploitant que :

- ➔ les rapports de fin de travaux de création ou comblement de forage sont à adresser à bss.hdf@brgm.fr pour archive et conservation dans la Banque du Sous-Sol (<http://infoterre.brgm.fr>)
- ➔ une information des ouvrages en cours d'abandon ou abandonnés (avant qu'ils ne soient rebouchés) peut utilement être transmise à l'adresse mail suivante : hauts-de-france@brgm.fr (utilisation éventuelle pour des analyses spécifiques si l'ouvrage le permet)

L'exploitant fait réaliser par le prestataire DEKRA deux campagnes par an de prélèvements et d'analyses pour le suivi de la qualité des eaux souterraines selon un certain nombre de paramètres recherchés.

Ces campagnes sont normalement réalisées en avril-mai et octobre-novembre de chaque année.

Les campagnes 2023 ont été effectuées les 19/04/2023 et 18/10/2023. Ces campagnes comme celles de 2021, 2020 et 2019 a minima mettent en évidence la présence de métaux dans des quantités anormales (en comparaison avec les valeurs limites fixées à l'arrêté du 11/01/2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à l'AEP, comparaison faite à titre indicatif) et sans lien au regard de l'activité du site (aluminium, cadmium, nickel, plomb).

Après recherche, l'exploitant n'a pas été en capacité de présenter l'étude hydrogéologique spécifique du site ayant permis de définir l'implantation des piézomètres, le nombre de prélèvements annuel ainsi que la nature des substances pertinentes à rechercher.

Outre le fait que cette étude est obligatoire, elle pourrait permettre d'expliquer la concentration anormale des métaux mentionnée précédemment.

Fait susceptible de mise en demeure n°01 :

Aucune étude hydrogéologique spécifique du site n'est disponible. L'exploitant présentera à monsieur le préfet dans un délai de 3 mois à compter de la réception du présent rapport cette étude ou à défaut son plan d'actions afin d'en disposer avant le 31 octobre 2024.

Demande n°02 :

L'exploitant s'acquittera des démarches à effectuer rappelées ci-dessus concernant l'ancien et le nouveau piézomètre PZ03 et justifiera dans un délai de 3 mois à compter de la réception du présent rapport leur bonne exécution auprès de monsieur le préfet.

Type de suites proposées : Susceptible de suites – Délai 3 mois à compter de la notification du présent rapport.

N° 6 : Transmission résultats autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2018, article 10.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : Lors de chaque prélèvement, les résultats de mesure sont transmis à l'inspection des installations classées. Toute anomalie doit être signalée dans les meilleurs délais. Si les résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine de la pollution constatée. Il informe le Préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises et envisagées
Constats : L'exploitant ne consigne plus le résultats de ces analyses sous GIDAF depuis mai 2019, il explique que cette situation est probablement liée au départ de la société de la personne qui était en charge d'effectuer ces déclarations. Par mail du 12/12/2023 à 18h20, l'exploitant sollicitait l'inspection pour une réinitialisation de son compte GIDAF ne parvenant pas à se connecter. Par mail du 13/12/2023, l'inspection des installations classées lui communiquait de nouveaux droits d'accès. Pour autant à la date du 10/04/2024, aucun nouveau résultat d'analyses n'a été saisi sous cette application. Fait susceptible de mise en demeure n°02 : L'exploitant ne communique pas les résultats de l'autosurveillance des eaux souterraines à l'inspection des installations classées. Il veillera à consigner ces résultats sous GIDAF dans un délai de 7 jours à compter de la réception du présent rapport.
Type de suites proposées : Susceptible de suites - Délai de 7 jours à compter de la réception du présent rapport.

N° 7 : TRACKDECHETS

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/10/2021, article R.541-45
Thème(s) : Actions nationales 2023, Déchets
Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.

Constats :

L'utilisation de Trackdéchets pour les bordereaux de suivi des déchets dangereux (BSDD) est obligatoire depuis le 1er janvier 2022 (avec une période de tolérance de 6 mois, portant ainsi ce délai au 1er juillet 2022)

L'exploitant utilise TRACKDECHETS, 4 BSDD ont été saisis, 1 BSD en novembre 2022 et 3 BSD en février, avril et octobre 2023, ils concernent les eaux et mélanges issus du nettoyage des séparateurs hydrocarbures et des piles.

L'exploitant a présenté par ailleurs son registre de suivi des déchets sortants pour l'année 2023 qui trace à la fois les déchets dangereux et les non dangereux.

Type de suites proposées : Sans suite